

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris – le 16 janvier 2018

### Déplacement du Président Macron à Calais le 16 janvier 2018

## La Croix-Rouge française reste très vigilante et souhaite poursuivre une concertation constructive

Dans le cadre de la rencontre du Président Emmanuel Macron avec les acteurs associatifs qui œuvrent auprès des migrants dans le Calais, la Croix-Rouge française a tenu à souligner la gravité de la situation humanitaire et à réaffirmer sa vigilance quant au respect du droit et de la dignité des personnes. Fidèle à sa tradition et à ses valeurs, la Croix-Rouge française souhaite poursuivre une concertation constructive avec les pouvoirs publics, pour garantir un meilleur accueil et un accompagnement de qualité pour toutes les personnes en détresse.

Les mesures présentées par le Gouvernement soulèvent des questionnements légitimes, notamment concernant leur application sur le terrain.

**Nous demandons le strict respect des lignes rouges fixées par notre association :**

- 1) **Le respect du principe d'inconditionnalité de l'accueil** des personnes en situation de détresse. Dans notre pays, tout le monde a le droit d'être mis à l'abri.
- 2) **La non-participation de nos équipes au recensement des personnes accueillies et la non-intervention des forces de l'ordre dans les centres d'accueil**, hors des cas de flagrance et des décisions de justice. Chacun doit être dans son rôle et tout doit être fait pour préserver le lien de confiance entre les équipes d'accueil et les personnes accueillies. C'est une condition indispensable à notre action.
- 3) **La continuité de la prise en charge et l'augmentation des capacités d'accueil** : aucune réforme ne doit conduire à un retour à la rue. Les moyens consacrés à l'accueil d'urgence de tous les publics vulnérables doivent être augmentés pour que chacun puisse trouver une place.

**Nous avons alerté le Président de la République sur la dégradation de l'état de santé des personnes migrantes.** Un effort particulier doit être fait, notamment sur le volet « santé mentale », l'accompagnement des mineurs isolés et le droit individuel des personnes migrantes, qui doit être plus clairement promu auprès d'elles et respectées par tous.

**Enfin, « nous souhaitons que cette crise humanitaire mondiale soit traitée dans un esprit collectif de responsabilité et de respect de la dignité des personnes. Une radicalisation du débat, dans un sens ou dans l'autre, serait préjudiciable à chacun. Soyons collectivement attentifs aux mots employés et à l'équilibre des discours »** Professeur Jean-Jacques Eledjam, président de la Croix-Rouge française